



## INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 25 janvier 2023**  
(Convocation du 12 janvier 2023)

Aujourd'hui, le 25 janvier 2023 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	54 323
<b>Présents</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	33 196
<b>Pouvoirs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	1 1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	34 197
<b>Contre</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0
<b>Abstention</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0

### Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Julien Dubois, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

### Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Labadie

### Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Marc Saint-Esteven, M. Bernard Verdier,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Brethes, M. Michel Cuyaubé, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latri, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



**OBJET : Affaires budgétaires - Débat d'orientations budgétaires portant sur le budget de l'Institution Adour - Exercice budgétaire 2023**

**Exposé des motifs :**

L'article 50 de la loi n°82-23 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions dispose que « dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un débat a lieu au Conseil Départemental sur les orientations budgétaires ». Ces dispositions s'appliquent également aux syndicats mixtes.

Les articles L.2312-1 et D.2312-3 du code général des collectivités territoriales, en plus de rappeler le délai des deux mois, exposent plus en détail le contenu du rapport. Ces dispositions sont aussi reprises dans le règlement budgétaire et financier de l'Institution Adour, plus particulièrement dans son article 2.1 sur les orientations budgétaires :

*« L'Institution Adour organise en comité syndical un rapport sur les orientations budgétaires générales de l'exercice et les engagements pluriannuels ainsi qu'une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs...Le syndicat structure notamment son rapport d'orientations budgétaires autour d'un rappel du contexte dans lequel se déroule l'élaboration budgétaire (conjoncture économique, obligations réglementaires, appel à projet...). Il reprend aussi le projet de programme d'actions à venir.*

*Ce débat de portée générale permet aux élus d'exprimer leur opinion sur le projet budgétaire d'ensemble et permet au président de présenter les choix budgétaires prioritaires pour l'année à venir ainsi que les engagements pluriannuels envisagés ».*

Le document de présentation des orientations budgétaires ci-annexé a pour objet d'apporter quelques éléments de contexte qui permettront au comité syndical d'engager une réflexion sur le budget primitif 2023.

Vu l'article 50 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2312-1 et D.2312-3,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment l'article 107-II-4° et 5°,

Vu le règlement budgétaire et financier de l'Institution Adour et plus particulièrement son article 2.1,

Vu le rapport d'orientations budgétaires retraçant les informations nécessaires au débat d'orientations budgétaires transmis à chaque membre du comité syndical,

Considérant l'obligation d'organiser un débat d'orientations budgétaires dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget,

Considérant que ce rapport doit donner lieu à un débat et faire l'objet d'un vote,

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- de prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires, sur la base du rapport d'orientations budgétaires de l'Institution Adour pour l'exercice 2023 tel que présenté,
- d'autoriser le président à prendre toutes décisions nécessaires à l'application de cette délibération.



## **Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 25 janvier 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



**INSTITUTION ADOUR**  
*Etablissement Public Territorial de Bassin*  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

**Siège :** 38 rue Victor Hugo, 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

**Président :** Paul CARRERE

## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023

**OBJET : Affaires budgétaires / Débat d'orientations budgétaires**

L'article 50 de la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions dispose que « dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un débat a lieu au Conseil Départemental sur les orientations budgétaires ». Ces dispositions s'appliquent également aux syndicats mixtes.

L'article L.2312-1 et D.2312-3 du code général des collectivités, en plus de rappeler le délai des deux mois, expose plus en détail le contenu du rapport. Ces dispositions sont aussi reprises dans le règlement budgétaire et financier de l'Institution Adour, plus particulièrement dans son article 2.1 sur les orientations budgétaires :

« L'Institution Adour organise en comité syndical un rapport sur les orientations budgétaires générales de l'exercice et les engagements pluriannuels ainsi qu'une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs... Le syndicat structure notamment son rapport d'orientation budgétaire autour d'un rappel du contexte dans lequel se déroule l'élaboration budgétaire (conjuncture économique, obligations réglementaires, appel à projet...). Il reprend aussi le projet de programme d'actions à venir.

Ce débat de portée générale permet aux élus d'exprimer leur opinion sur le projet budgétaire d'ensemble et permet au président de présenter les choix budgétaires prioritaires pour l'année à venir ainsi que les engagements pluriannuels envisagés »

Voici quelques éléments de contexte qui permettront au comité syndical d'engager une réflexion sur le budget primitif 2023.



## **CONTEXTE GÉNÉRAL**

Depuis sa création en 1978, l'Institution Adour était constituée de quatre Départements (Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées) qui contribuaient au financement et participaient à la gouvernance de la structure.

Au cours de l'année 2019, dans le cadre de l'évolution statutaire engagée par l'établissement, devenu syndicat mixte ouvert conformément à la réglementation et aux doctrines en vigueur, plusieurs collectivités ont adhéré à l'EPTB.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'EPTB est donc composé de 4 Départements, de 8 syndicats de rivières, de 25 EPCI-FP et de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Son autofinancement est assuré par les participations financières de ses membres.

Le débat d'orientations budgétaires 2023 s'inscrit dans un environnement financier contraint et dans le contexte de la poursuite de l'évolution statutaire de l'EPTB.

## **SITUATION DE LA COLLECTIVITÉ**

L'EPTB Adour n'a pas de fiscalité propre. Ses recettes dépendent des contributions des membres et des financements extérieurs, eux-mêmes dépendants des actions menées.

La section de fonctionnement de son budget est élevée au regard de la section d'investissement en raison des missions exercées par l'EPTB qui sont aujourd'hui essentiellement des actions d'animation et de coordination. Par ailleurs, la gestion des réservoirs de réalimentation et de soutien d'étiage de l'Adour et de ses affluents génère des volumes financiers importants en fonctionnement. Néanmoins ceux-ci sont neutres budgétairement pour la collectivité dans la mesure où ils sont couverts par les redevances perçues auprès des préleveurs dans le cadre des déclarations d'intérêt général. Ces volumes financiers ne sont pas détaillés dans ce rapport.

Une part importante du budget de fonctionnement est apportée chaque année par des financeurs extérieurs avec une prépondérance des financements de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Les investissements sont quant à eux fluctuants selon les programmes d'action votés. Ils peuvent concerner des travaux sur les ouvrages de l'Institution Adour (soit les 29 ouvrages de réalimentation de l'Adour et de ses affluents, les ouvrages de protection contre les inondations, les seuils de stabilisation du lit et passes à poissons afférentes) ou bien des études concourant aux différentes missions de l'EPTB.

## **TENDANCES BUDGÉTAIRES ET GRANDES ORIENTATIONS DE LA COLLECTIVITÉ**

Monsieur le Président propose que la construction du budget 2023 prenne en considération :

- d'une part, la nécessaire poursuite des missions de l'établissement au titre du « hors GEMAPI » et les perspectives d'une possible implication renforcée de sa part en lien avec la mise en œuvre de la compétence GEMAPI,
- d'autre part, le contexte financier tendu des Départements membres.

Ce budget est régi par la nomenclature comptable M57.

Une attention particulière sera portée à l'application des règles inscrites dans le règlement budgétaire et financier de l'Institution Adour, adopté par délibération n°CS138/2021 en date du 8 décembre 2021, notamment en matière de gestion pluriannuelle de crédits en investissement.

Le budget sera voté en mars avec la reprise de l'excédent pour équilibrer les dépenses.



Il s'agira donc de prioriser les dépenses de l'Institution Adour tout en continuant de mener des actions efficaces et de qualité sur le bassin de l'Adour.

## I. Budget de fonctionnement

Afin de tenir compte des contraintes budgétaires des collectivités locales membres du syndicat mixte, la préparation du budget primitif 2023 sera établie sur la base d'une hypothèse de maîtrise du budget de fonctionnement.

### A. Dépenses de fonctionnement (hors prestations d'exploitation des réservoirs)

#### 1. Charges générales de fonctionnement et les charges de personnels (hors prestations d'exploitation des réservoirs) -Annexe 1-2

L'objectif du budget 2023 est de continuer à maîtriser, dans le cadre d'une gestion prudentielle de l'établissement, les charges de fonctionnement et les dépenses de personnel. Cependant, alors que l'exercice 2022 a vu la montée en charge de l'établissement dans les domaines tels que le portage des projets de territoire, des PAPI et du nouveau dispositif «MIRAPI »(Mieux reconstruire après les inondations), l'exercice 2023 verra une montée en charge sur la gestion intégrée et la gestion quantitative. Cela entraînera encore cette année une augmentation des charges de personnel. Cette augmentation des charges de personnels s'accompagne d'un effort constant de maîtrise des charges générales de fonctionnement.

	2019	2020	2021	2022	2023
CHARGES GENERALES ET DE PERSONNELS					
Montant total	1 707 865 €	1 735 251 €	1 791 511 €	1 992 611 €	2 131 441 €
Dont 011	402 162 €	402 309 €	413 652 €	457 239 €	508 914 €
Dont 012	1 305 703 €	1 332 942 €	1 377 859 €	1 535 372 €	1 622 527 €

Les dépenses de fonctionnement évoluent entre 2023 et 2022 de 138 830 € soit une augmentation de 6,96 % (contre +11,23% en 2022)

Cette augmentation est due à la mise en place de deux contrats supplémentaires, à l'augmentation des charges générales induites ainsi qu'à l'augmentation du point d'indice. L'augmentation du prix de l'électricité et des carburants n'est pas prise en compte dans cet exercice et sera, le cas échéant, répercutée sur les charges 2024.

En effet un contrat de projet va être mis en place pour mener à bien l'animation de la feuille de route de la gestion quantitative de l'EPTB et un autre contrat va être mis en place pour renforcer le service gestion intégrée.

L'objectif de maîtrise des coûts conduit pour 2023 à la construction d'un budget calé sur la réalité des dépenses prévisibles.

#### En matière de personnel,

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'Institution Adour comptait **26,6 ETP** (soit 27 agents dont 16 sont titulaires, 2 en CDI, 8 non titulaires et 1 apprenti).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les effectifs étaient de **28,4 ETP** soit 29 agents dont 16 sont titulaires, 3 en CDI, 9 non titulaires et 1 apprenti.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, les effectifs étaient de 27,8 ETP soit 28 agents dont 16 sont titulaires, 2 en CDI, 8 non titulaires, 1 apprenti et 1 chargé de thèse.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, les effectifs sont de 30,8 ETP soit 31 agents dont 15 sont titulaires, 2 en CDI, 9 non titulaires, 4 en contrat de projet et 1 chargé de thèse.

Dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre, ils passeront à 33,8 ETP soit 34 agents dans la mesure où le poste de technicien rivière actuellement vacant va être pourvu au 24 janvier, deux agents supplémentaires seront recrutés : l'un au sein du service gestion intégrée (animateur sage Adour aval) et l'autre en contrat de projet au sein du service ressource en eau (mise en œuvre de la feuille de route gestion quantitative).

Nos actions s'appuient en effet principalement sur le recours à des agents non titulaires du fait de la nature et de la durée limitée dans le temps des missions et études qui leurs sont confiées.



## 2. Charges de fonctionnement liées à des missions spécifiques (hors prestations d'exploitation des réservoirs) *Annexe 1-3*

Les dépenses liées à des missions spécifiques sont les dépenses de fonctionnement liées aux missions engagées par l'établissement de façon plus ponctuelle. Cela peut être des frais d'ingénierie, des frais d'études, des frais de communication ou bien d'autres prestations extérieures.

Pour l'exercice 2023, elles s'élèvent à 460 087 € (contre 1 698 065 € en 2022 et 413 120 € en 2021)

Le portage de ces missions spécifiques retrouve donc un niveau courant.

## 3. Évolution de la dette

La dette au 1<sup>er</sup> janvier 2023 s'établit à hauteur de 276 377,22 € (capital restant dû) sur un capital de départ de 860 000 €.

Elle se répartit en deux contrats de prêt :

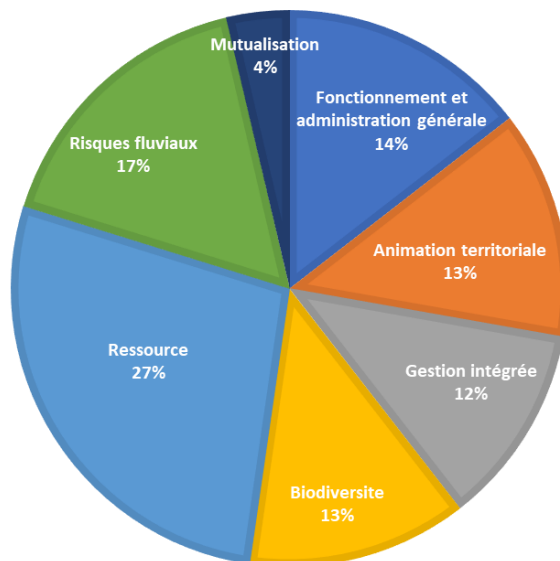
↳ pour le compte du Département du Gers  
Caisse d'épargne Pays de l'Adour : capital restant dû 225 000,11 € (échéance juillet 2029)

↳ pour le compte de l'Institution Adour  
Caisse régionale crédit agricole mutuel Aquitaine : capital restant dû 51 377,11 € (échéance juin 2024)

Cela se traduit pour la section de fonctionnement par le remboursement des intérêts pour l'année 2023 qui s'élève à 9 772,82 € (7 522,50 € au Département du Gers et le reste en propre à l'Institution Adour).

REPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT 2023 PAR MISSION

	Charges générales de fonctionnement	Missions spécifiques	Total	
Fonctionnement et administration générale	368 220 €	7 523 €	<b>375 743 €</b>	14%
Animation territoriale	341 633 €	2 650 €	<b>344 283 €</b>	13%
Gestion intégrée	283 435 €	20 160 €	<b>303 595 €</b>	12%
Biodiversité	196 991 €	134 539 €	<b>331 530 €</b>	13%
Ressource	445 552 €	267 112 €	<b>712 664 €</b>	27%
Risques fluviaux	401 274 €	28 103 €	<b>429 377 €</b>	17%
Mutualisation	94 336 €	0 €	<b>94 336 €</b>	4%
<b>TOTAL</b>	<b>2 131 441 €</b>	<b>460 087 €</b>	<b>2 591 528 €</b>	





## B. Recettes de fonctionnement (hors redevance de soutien d'étéage)

Les recettes de fonctionnement de l'Institution Adour sont constituées par :

- 1) les cotisations des Départements, EPCI-FP, des syndicats et autres collectivités membres
- 2) les subventions : agence de l'eau Adour-Garonne, Etat, Europe, Régions,
- 3) les participations autres de tiers bénéficiaires d'opérations engagées par l'Institution Adour

### 1. Cotisations statutaires des membres

Pour 2023 les **contributions statutaires des membres**, intégrées à la section de fonctionnement seront fixées en comité syndical lors du vote du budget de l'exercice.

Les montants proposés seront les suivants :

A noter que les syndicats, EPCI-FP et Régions, au travers de cette contribution, financent les charges générales de fonctionnement inhérentes aux actions relevant de la compétence obligatoire.

Les Départements membres, quant à eux, financent au travers de cette contribution, les charges générales de fonctionnement inhérentes aux actions relevant de la compétence obligatoire et de la compétence historique.

*a) Pour les syndicats : cotisation forfaitaire issue de l'addition d'une contribution forfaitaire liée à la superficie dans le bassin versant et d'une contribution forfaitaire liée au linéaire de berge pondéré*

Groupement de collectivités	Cotisation 2023
Syndicat mixte des bassins versants du Midour et de la Douze (SMBVMD)	500 €
Syndicat du bassin versant des Luys (SBVL)	600 €
Syndicat mixte du bas Adour maritime (SMBAM)	500 €
Syndicat des bassins versants du Gabas, du Louts et du Bahus (SGLB)	500 €
Syndicat Adour Midouze (SAM)	850 €
Syndicat du Midou et de la Douze (SMD)	550 €
Syndicat mixte des gaves d'Oloron, Aspe et Ossau (SMGOAO)	600 €
Syndicat des gaves d'Oloron, Mauléon et Saison (SIGOM)	550 €
<b>Total Syndicats</b>	<b>4 650 €</b>

*b) Pour les EPCI-FP : cotisation forfaitaire issue de l'addition d'une contribution fonction de la tranche de la population DGF rapportée à la superficie dans le bassin versant de l'Adour et d'une contribution fonction de la tranche de potentiel fiscal rapporté à la superficie dans le bassin versant de l'Adour*

Collectivité	Cotisation 2023
CC d'Aire-sur-l'Adour (CCAsA)	250 €
CC des Landes d'Armagnac (CCLA)	150 €
CC Armagnac Adour (CCAA)	150 €
CC Astarac Arros en Gascogne (CCAAG)	100 €
CC des Luys en Béarn (CCLB)	250 €
CC du Béarn des Gaves (CCBG)	250 €
CC du Haut Béarn (CCHB)	300 €
CC du Nord Est Béarn (CCNEB)	300 €
CC Pays d'Orthe et Arrigans (CCPOA)	250 €
CC Terres de Chalosse (CCTC)	200 €
CA Mont-de-Marsan Agglomération (CAMMA)	650 €
CC du Pays Grenadois (CCPG)	150 €
CC Maremne Adour Côte Sud (CCMACS)	200 €
CC Chalosse Tursan (CCCT)	250 €



Collectivité	Cotisation 2023
CC Cœur Haute Lande (CCCHL)	150 €
CC du Pays de Trie et du Magnoac (CCPTM)	75 €
CC du Bas Armagnac (CCBA)	150 €
CC Cœur d'Astarac en Gascogne (CCCAG)	75 €
CC du Seignanx (CCS)	200 €
CA du Grand Dax (CAGD)	650 €
CC du Pays Morcenais (CCPM)	150 €
CC du Pays Tarusate (CCPT)	250 €
CC Pays de Villeneuve en Armagnac Landais (CCPVAL)	150 €
CC Coteaux et Vallées des Luys (CCCVL)	150 €
CC de la Vallée d'Ossau (CCVO)	250 €
<b>Total EPCI-FP</b>	<b>5 700 €</b>

c) Pour la Région Nouvelle-Aquitaine : cotisation forfaitaire de 14 000 €

d) Pour les Départements

- La participation des membres fondateurs aux charges générales de fonctionnement est, pour les charges mutualisées, calculée pour moitié au prorata des investissements réalisés depuis l'origine et pour moitié au prorata de la population du bassin hydrographique. Pour les autres missions, la participation des membres fondateurs est arrêtée par le comité syndical en fonction de l'intérêt interdépartemental ou départemental de chaque nouveau projet.

La clé de répartition 2023 entre les Départements pour les charges mutualisées s'établit à :

- 15,58% pour les Hautes-Pyrénées (contre 15,67% en 2022)
- 9,53% pour le Gers (contre 9,53% en 2022)
- 33,14% pour les Landes (contre 33,37% en 2022)
- 41,75% pour les Pyrénées-Atlantiques (contre 41,43% en 2022)

COLLECTIVITE	Cotisations 2023	pm cotisations 2022	pm cotisations 2021	pm cotisations 2020
Département du Gers	100 625 €	91 412 €	95 159 €	98 289 €
Département des Landes	304 975 €	280 992 €	264 333 €	258 716 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	277 985 €	246 491 €	267 168 €	265 779 €
Département des Hautes-Pyrénées	134 021 €	125 609 €	128 799 €	131 107 €
<b>TOTAL Départements</b>	<b>817 606 €</b>	<b>744 504 €</b>	<b>755 459 €</b>	<b>753 891 €</b>

Pour 2023, le résiduel à la charge des Départements augmente de 73 102 € soit une hausse de 9,82 % par rapport à 2022.

- La participation des membres fondateurs aux charges générales liées à des missions spécifiques est calculée de la même façon que pour les charges générales de fonctionnement et elle est appelée sous forme de contribution syndicale de fonctionnement complémentaire à hauteur des dépenses réellement engagées.

#### Contribution complémentaire des départements

COLLECTIVITE	Cotisations 2023	pm cotisations 2022	pm cotisations 2021	pm cotisations 2020
Département du Gers	65 890 €	56 263 €	51 303 €	48 641 €
Département des Landes	51 520 €	98 960 €	44 448 €	39 907 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	91 628 €	100 392 €	98 997 €	100 931 €
Département des Hautes-Pyrénées	76 676 €	91 938 €	78 298 €	75 338 €
<b>TOTAL Départements</b>	<b>285 714 €</b>	<b>347 553 €</b>	<b>273 046 €</b>	<b>264 817 €</b>



## 2. Participations de l'agence de l'eau Adour-Garonne, de l'Etat, de l'Europe et des Régions

Alors que les charges générales de fonctionnement et de personnels évoluent entre 2022 et 2023 de 138 830 € soit + 6,96%, les subventions de l'agence de l'eau Adour Garonne, de l'État, de l'Europe et des Régions subventionnent ces charges à hauteur de 60,50% (contre 51,15% en 2022) du fait d'une meilleure prise en charge de certaines missions par l'AEAG et par les régions (exemple de la mise en œuvre de la feuille de route gestion quantitative à 80% par l'AEAG).

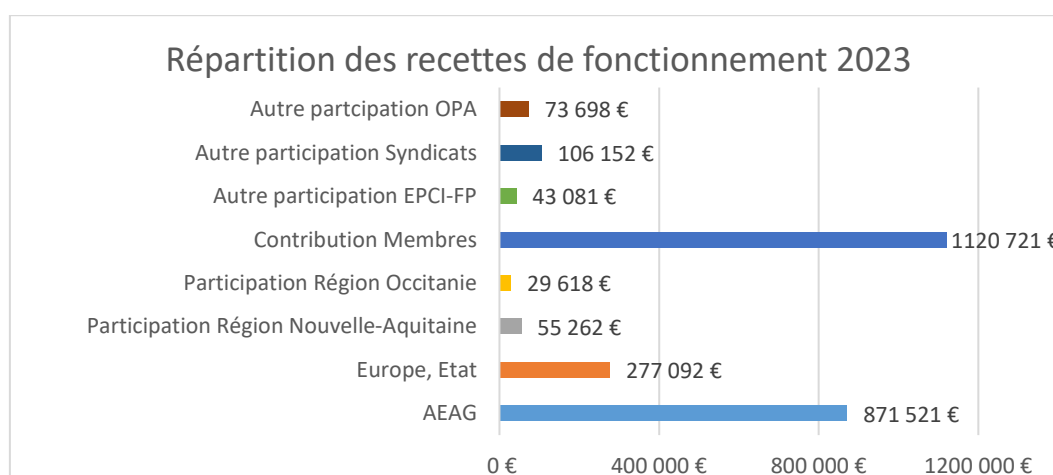
Concernant les charges de fonctionnement liées à des missions spécifiques les participations de ces mêmes financeurs les couvrent à 37,9 % (contre 63,13% en 2022 : expérimentation MIRAPI).

## 3. Participations autres de tiers bénéficiaires d'opération engagées par l'Institution Adour

Les propositions de construction du budget 2023 intègrent une implication du service risques fluviaux dans la gestion de systèmes d'endiguement (via le mécanisme de la délégation d'une partie de la compétence GEMAPI et des conventions afférentes), laquelle ne peut se concrétiser que sur la base de financements dédiés des EPCI-FP.

Par ailleurs, la construction du budget 2023 intègre des actions de mutualisation (via le mécanisme de mise à disposition de moyens) lesquelles génèrent des participations d'organismes bénéficiaires de ces mises à dispositions de moyens.

Enfin, les charges induites par le suivi des contrats de concession de service public de type affermage sont elles aussi identifiées et sont financées par les organisations professionnelles agricoles.



Contribution par type de membre	2023	pm 2022	pm 2021
Contribution Départements	1 091 320 €	1 092 057 €	1 028 505 €
Contribution Région Nouvelle-Aquitaine	19 051 €	14 000 €	14 000 €
Contribution EPCI-FP	5 700 €	5 200 €	5 200 €
Contribution Syndicats	4 650 €	4 650 €	4 850 €
<b>Total contributions membres</b>	<b>1 120 721 €</b>	<b>1 115 907 €</b>	<b>1 052 555 €</b>

Sont portés en [annexe 1](#) :

- les éléments sur le calcul de la clé de répartition des contributions statutaires départementales affectée aux dépenses mutualisées. (1-1)
  - la répartition des contributions statutaires sur les charges de fonctionnement et de personnel par application des règles statutaires du syndicat mixte. (1-2)
  - la répartition des contributions statutaires sur les charges liées aux missions spécifiques par application des règles statutaires du syndicat mixte (1-3)
- pour rappel la répartition des contributions statutaires sur les charges liées aux missions spécifiques, appelée sous forme de contribution syndicale de fonctionnement complémentaire à hauteur des dépenses réellement engagées, restant à solder (1-4).



## II. Budget d'investissement

Les montants des budgets d'investissement de l'Institution Adour sont très disparates d'une année sur l'autre.

Cela s'explique par les différences de volume de travaux de réparations engagés sur les systèmes d'endiguement suite à des événements de crues importants par exemple ou en raison de grosses réparations en lien avec la sécurité des ouvrages de soutien d'étiage.

Ces différences s'expliquent aussi par le rythme d'avancement des opérations dont les retards peuvent engendrer des restes à réaliser importants repris en entrée du budget suivant.

### A. Incidence du programme d'actions 2023 sur le budget d'investissement

Depuis le budget primitif 2022 certaines opérations sont gérées de façon pluriannuelle en autorisation de programme / crédits de paiement (AP/CP) et d'autres opérations sont gérées classiquement hors AP/CP.

Sur les opérations hors AP/CP, les orientations budgétaires 2023 font ressortir un montant de programme d'investissement de 374 334 € TTC.

Capital (remboursement emprunt)	33 334 €
Elaboration nouvelle DIG Adour amont	71 000 €
PTGE Douze : Étude socio-économique agricole	30 000 €
PTGE Douze: Bilan besoin ressources	102 000 €
Études Arthez	12 000 €
Investigations géotechniques Ayguelongue	30 000 €
Travaux de réparation de la digue du Cout à Sorde-l'Abbaye	96 000 €
<b>SOUS TOTAL PROGRAMME 2023 hors AP</b>	<b>374 334 €</b>

Concernant les opérations gérées en AP/CP, elles engendreront une inscription en crédits de paiement à hauteur de 9 248 000 € TTC.

Opération d'aménagement sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gave de Pau et l'Ouzom Phase 3 (travaux)	1 572 000 €
PTGE Midour phase de mise en œuvre : REUSE station de Conte à Mont de Marsan 1ère phase étude et maîtrise d'œuvre	464 000 €
Opération d'aménagement sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gave de Pau et l'Ouzom Phase 4 (MOE)	132 000 €
Travaux sur le réservoir du Louet: confortement du parement amont et étanchéité de la galerie	7 080 000 €
<b>SOUS TOTAL PROGRAMME 2023 AP/CP</b>	<b>9 248 000 €</b>

Le programme d'action 2023 avoisine donc 10 000 000 € TTC.

Pour mémoire le programme 2022 s'élevait à 3 880 514 €, le programme 2021 s'élevait à 2 747 095 €, le programme 2020 s'élevait à 5 872 020 € et le programme 2019 à 4 978 482 €.

La liste des actions du programme 2023 est portée à l'[annexe 2-2](#).

L'annexe 2-2 indique aussi le détail des plans de financements. A ce stade du débat d'orientations budgétaires, les taux de participations des différents financeurs peuvent être amenés à évoluer pour certaines opérations en fonction des décisions de cofinancement des collectivités, de l'agence de l'eau Adour-Garonne et de l'État.



L'incidence des programmes 2023 pour les membres historiques est la suivante :

	Programmes 2023 hors AP/CP	Programmes gérés en AP/CP	Total estimatif des besoins CP 2023
Département du Gers	63 273 €	186 244 €	249 517 €
Département des Landes	92 857 €	77 333 €	170 190 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	19 625 €	654 641 €	674 266 €
Département des Hautes-Pyrénées	19 709 €	1 925 321 €	1 945 030 €

## B. Incidence des restes à réaliser des programmes antérieurs sur le budget d'investissement

Concernant les opérations engagées sur les exercices antérieurs, les restes à charge par Département s'établissent de la façon suivante :

- 110 996 € pour le Département du Gers
- 643 411 € pour le Département des Landes
- 126 953 € pour le Département des Pyrénées-Atlantiques
- 23 098 € pour le Département des Hautes-Pyrénées

La liste des opérations à reporter est indiquée en [annexe 2-1](#).

## SYNTHÈSE

**En section de fonctionnement**, les orientations se traduisent par une augmentation des dépenses de fonctionnement et de personnel (+6.96 %) pour arriver à un montant de 2 131 441 €. Cette augmentation est due à la mise en place de deux contrats supplémentaires et à l'augmentation des charges générales induites ainsi qu'à l'augmentation du prix d'électricité et des carburants. Les dépenses liées aux opérations spécifiques s'élèvent à 460 087 €.

Parallèlement, le résiduel total à la charge des Départements augmente peu (+ 1,03%) ce qui montre que la construction du budget 2023 se fera dans une réelle maîtrise des coûts de fonctionnement et une recherche constante d'optimisation des financements.

**En section d'investissement**, l'opération la plus conséquente sera l'opération de travaux sur le réservoir de Louet aujourd'hui estimée à 6 500 000 € HT.

Du fait des règles statutaires et des conventions de partenariat établies, chaque bénéficiaire d'opération menée par l'Institution Adour assume la charge financière résiduelle des opérations lui incombant. Ce schéma sera maintenu en 2023.

Telles sont ainsi résumées les principales informations concernant le débat d'orientations budgétaires 2023, conformément à la réglementation du code général des collectivités territoriales.

Le comité syndical est invité à délibérer sur ces orientations.





**PARTICIPATION DEPARTEMENTALE AU PROGRAMME D'ACTIONS 2023**

**VERSION DOB**

**FONCTIONNEMENT 2023**

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65	Total	pm 2022
Participations statutaires des départements au titre des charges de fonctionnement	100 625 €	304 975 €	277 985 €	134 021 €	817 607 €	744 504 €
Participations des départements aux charges de fonctionnement liées aux missions spécifiques	65 890 €	51 520 €	91 628 €	76 676 €	285 714 €	347 553 €

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65	
<b>Total participations des Départements</b>	<b>166 515 €</b>	<b>356 495 €</b>	<b>369 613 €</b>	<b>210 697 €</b>	<b>1 103 321 €</b>
pm BP 2022	147 675 €	379 952 €	346 883 €	217 547 €	1 092 057 €
<i>différence</i>	18 840 € 12,76%	-23 457 € -6,17%	22 730 € 6,55%	-6 850 € -3,15%	11 264 € 1,03%

**INVESTISSEMENT 2023**

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65	Total
Estimation des besoins en CP 2022 sur programme 2017	6 781 €	6 100 €	0 €	0 €	12 881 €
Estimation des besoins en CP 2022 sur programme 2019	459 €	20 834 €	360 €	2 436 €	24 089 €
Estimation des besoins en CP 2022 sur programme 2020	49 702 €	26 173 €	29 981 €	7 641 €	113 496 €
Estimation des besoins en CP 2022 sur programme 2021	29 460 €	103 949 €	85 112 €	4 389 €	222 910 €
Estimation des besoins en CP 2022 sur programme 2022	24 594 €	486 354 €	11 500 €	8 632 €	531 080 €

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65	Total
Reste à inscrire en investissement pour 2023 sur RAR	110 996 €	643 411 €	126 953 €	23 098 €	904 457 €
Estimation des besoins en CP 2023 sur programme 2023 hors AP/CP	63 273 €	92 857 €	19 625 €	19 709 €	195 463 €
Estimation des besoins en CP 2023 sur programme 2023 AP/CP	186 244 €	77 333 €	654 641 €	1 925 321 €	2 843 539 €
<b>TOTAL A INSCRIRE EN INVESTISSEMENT EN 2023</b>	<b>360 512 €</b>	<b>813 601 €</b>	<b>801 219 €</b>	<b>1 968 128 €</b>	<b>3 943 459 €</b>

### 1-1 CALCUL DE LA REGLE DE REPARTITION DES CONTRIBUTIONS STATUTAIRES DEPARTEMENTALES POUR 2023

DEPARTEMENTS	REALISATIONS ANTERIEURES	REALISATIONS 2021	TOTAL CUMULE REALISATIONS	% investissements	% population *	BASE 2023	PM BASE 2022
<u>H.P.</u> TOTAUX	23 516 866,09 €	124 279,36 €	23 641 145,45 €	12,67%	18,48%	15,58%	15,67%
<u>GERS</u> TOTAUX	28 964 635,32 €	573 620,56 €	29 538 255,88 €	15,83%	3,23%	9,53%	9,53%
<u>LANDES</u> TOTAUX	77 003 541,41 €	549 125,61 €	77 552 667,02 €	41,57%	24,73%	33,14%	33,37%
<u>P.A.</u> TOTAUX	53 688 056,66 €	2 143 716,64 €	55 831 773,30 €	29,93%	53,56%	41,75%	41,43%
TOTAUX	183 173 099,48 €	3 390 742,17 €	186 563 841,65 €	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**\* Population municipale 2019 BA :**

Population municipale des communes, qui intersectent avec le bassin hydrographique de l'Adour,  
proratisée selon la superficie dans le bassin (sur géographie communale N+2)

= Population municipale 2019 BA du département / total des populations municipales 2019 BA des 4 départements



MISSIONS	COUT	AEAG, Régions, Etat, Europe...	Région NA contribution statutaire	EPCI-FP	Syndicat	Profession agricole	MONTANT RESIDUEL	32		40		64		65	
								%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT
Charges générales	90 000 €		700 €	500 €	200 €		88 600 €	9,53%	8 443 €	33,14%	29 362 €	41,75%	36 991 €	15,58%	13 804 €
Locaux Mont-de-Marsan (annuité)	27 500 €		700 €	250 €	200 €		26 350 €	9,53%	2 512 €	33,14%	8 732 €	41,75%	11 001 €	15,58%	4 105 €
Personnel administratif	250 720 €		700 €	500 €	200 €		249 320 €	9,53%	23 760 €	33,14%	82 625 €	41,75%	104 091 €	15,58%	38 844 €
Animation territoriale	150 432 €	86 450 €	5 150 €	1 900 €	1 750 €		55 182 €	9,53%	5 259 €	33,14%	18 287 €	41,75%	23 038 €	15,58%	8 597 €
Observatoire de l'eau	148 758 €	73 681 €	6 000 €	2 250 €	2 000 €		64 827 €	9,53%	6 178 €	33,14%	21 484 €	41,75%	27 065 €	15,58%	10 100 €
Thèse GEMAPI	37 182 €	29 585 €	750 €	300 €	300 €		6 247 €	9,53%	595 €	33,14%	2 070 €	41,75%	2 608 €	15,58%	973 €
Actions transversales	5 261 €						5 261 €	9,53%	501 €	33,14%	1 743 €	41,75%	2 196 €	15,58%	820 €
SAGE Midouze (animation)	68 749 €	56 091 €					12 658 €	25%	3 164,50 €	25%	3 164,50 €	25%	3 164,50 €	25%	3 164,50 €
SAGE Adour amont (animation )	72 719 €	59 267 €					13 452 €	25%	3 363 €	25%	3 363 €	25%	3 363 €	25%	3 363 €
SAGE Adour aval (animation)	77 715 €	63 265 €		7 225 €			7 225 €	25%	1 806,25 €	25%	1 806,25 €	25%	1 806,25 €	25%	1 806,25 €
SAGE pour nappes profondes Adour (émergence)	64 252 €	52 493 €			5 879 €		5 880 €	25%	1 470 €	25%	1 470 €	25%	1 470 €	25%	1 470 €
Animation du PLAGEPOMI	76 189 €	55 457 €					20 732 €	5%	1 037 €	45%	9 329 €	45%	9 329 €	5%	1 037 €
Suivi passes-à-poissons	4 259 €						4 259 €	9,53%	406 €	33,14%	1 411 €	41,75%	1 778 €	15,58%	664 €
Animation de la maison de l'eau	56 064 €	41 876 €					14 188 €	45%	6 385 €	15%	2 128 €	15%	2 128 €	25%	3 547 €
Montée en gamme de la maison de l'eau	4 714 €						4 714 €	45%	2 121 €	15%	707 €	15%	707 €	25%	1 179 €
Suivi travaux continuité écologique gawe de Pau	50 508 €	40 406 €	5 051 €				5 051 €					100%	5 051 €		
Suivi travaux pont de fer	1 770 €	1 416 €					354 €							100%	354 €
Etude continuité écologique Arros	3 487 €	2 092 €					1 395 €	100%	1 395 €						
Animation de la mise en œuvre de la feuille de route Gestion quantitative de l'EPTB Adour	83 078 €	66 462 €					16 616 €	9,53%	1 584 €	33,14%	5 506 €	41,75%	6 937 €	15,58%	2 589 €
Suivi et animation PGE Adour, DIG	31 355 €	15 410 €					15 945 €	25%	3 986,25 €	25%	3 986,25 €	25%	3 986,25 €	25,00%	3 986,25 €
Suivi et animation du PGE Luys Louts	7 053 €	3 427 €					3 626 €	25%	906,50 €	25%	906,50 €	25%	906,50 €	25,00%	906,50 €
Suivi qualité des eaux	13 322 €	6 511 €					6 811 €	25%	1 702,75 €	25%	1 702,75 €	25%	1 702,75 €	25,00%	1 702,75 €
Etude prospective qualité des eaux PT Midour	10 309 €	7 216 €					3 093 €	40%	1 237 €	60%	1 856 €				
Elaboration nouvelle DIG	18 795 €	9 398 €					9 398 €	50%	4 698,75 €					50,00%	4 698,75 €
Animation du projet de Territoire Adour Amont	80 693 €	56 065 €					24 628 €	14%	3 448 €			11%	2 709 €	75,00%	18 471 €
Animation du projet de Territoire Midour	57 251 €	41 885 €					15 366 €	45%	6 915 €	55%	8 451 €				
Animation du projet de Territoire Douze	41 466 €	29 026 €					12 440 €	21%	2 612 €	79%	9 828 €				
Appel à projet Canaux	10 960 €	7 672 €					3 288 €	33%	1 085 €					67,00%	2 203 €
Appel à projet Bahus-Midour	2 093 €	1 465 €					628 €	60%	377 €	40%	251 €				
Missions réservoirs, gestion des eaux, DSP	56 782 €					56 782 €									
Actions transversales ressource en eau	32 395 €						32 395 €	9,53%	3 087 €	33,14%	10 736 €	41,75%	13 525 €	15,58%	5 047 €
suivi technique Adour amont	2 358 €	1 178 €					1 180 €	50%	590 €					50%	590 €
suivi technique Adour moyen	64 699 €	31 830 €					32 869 €			100%	32 869 €				
suivi technique Adour aval	18 646 €	9 073 €					9 573 €			50%	4 786,50 €	50%	4 786,50 €		
Dispositif "MIRAPI" année 2	91 338 €	73 070 €					18 268 €			100%	18 268 €				
PEP au PAPI Adour aval	77 040 €	61 632 €		7 704 €			7 704 €			50%	3 852 €	50%	3 852 €		
PEP au PAPI gawe d'Oloron	75 840 €	60 672 €		1 647 €	5 937 €		7 584 €			50%	3 792 €	50%	3 792 €		
PAPI Agglomération dacquoise	71 353 €	50 351 €		10 501 €			10 501 €			100%	10 501 €				
Mutualisation Irrigadour	18 150 €				18 150 €										
Mutualisation SMD	17 560 €				17 560 €										
Mutualisation SAM	48 626 €				48 626 €										
Mutualisation SMAA	10 000 €				10 000 €										
<b>Sous-total charges générales de fonctionnement</b>	<b>2 131 441 €</b>	<b>1 094 423 €</b>	<b>19 051 €</b>	<b>32 777 €</b>	<b>110 802 €</b>	<b>56 782 €</b>	<b>817 606 €</b>		<b>100 625 €</b>		<b>304 975 €</b>		<b>277 985 €</b>		<b>134 021 €</b>
				1 289 485 €											
p.m 2022	1 992 611 €	1 019 130 €	14 000 €	61 971 €	97 600 €	55 407 €	744 504 €		91 412 €		280 992 €		246 491 €		125 609 €
				1 248 108 €											
différence	138 830 € 6,97%	75 293 €	5 051 €	-29 194 € 41 377	13 202 €	1 375 €	73 102 € 9,82%		9 213 € 10,08%		23 983 € 8,54%		31 494 € 12,78%		8 412 € 6,70%



DOB 2023 Institution Adour Annexe 1-3 **Fonctionnement 2023** relevant de **prestations extérieures et d'accompagnement spécifique**

							32		40		64		65	
N° de fiche	MISSIONS	COUT	AEAG, Régions, Europe...	EPCI, Syndicats	OPA	MONTANT RESIDUEL	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT
	Dette intérêts	7 523 €				7 523 €		7 523 €						
	Thèse GEMAPI - communication 2023	2 650 €	1 064 €			1 586 €	9,53%	151 €	33,14%	526 €	41,75%	662 €	15,58%	247 €
3	SAGE Midouze communication	5 040 €	2 940 €			2 100 €	25%	525 €	25%	525 €	25%	525 €	25%	525 €
4	SAGE Adour amont (communication )	5 040 €	2 940 €			2 100 €	25%	525 €	25%	525 €	25%	525 €	25%	525 €
5	SAGE Adour aval (communication)	5 040 €	2 940 €	1 050 €		1 050 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €
6	SAGE nappes profondes Adour (émergence)	5 040 €	2 940 €	1 050 €		1 050 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €
7	Projet de Territoire Midour Communication	5 760 €	3 360 €			2 400 €	45%	1 080 €	55%	1 320 €				
8	Projet de Territoire Midour - Animateur agricole	49 595 €	34 717 €			14 878 €	45%	6 695 €	55%	8 183 €				
	Projet de Territoire Midour - Animateur agricole - Communication	3 000 €	1 750 €			1 250 €	45%	562,50 €	55%	687,50 €				
9	Projet de Territoire Douze - Communication	5 760 €	3 360 €			2 400 €	21%	504 €	79%	1 896 €				
10	Projet de Territoire Adour amont - Garants	10 000 €	7 000 €			3 000 €	14%	420 €			11%	330 €	75%	2 250 €
	Projet de Territoire Adour amont - Communication	5 760 €	3 360 €			2 400 €	14%	336 €			11%	264 €	75%	1 800 €
13	PAPI Agglo Dax - Protocole de collecte des données après les inondations - Action 1.3	12 000 €	9 600 €	2 400 €		0 €								
16	Animation du PLAGEPOMI	10 000 €	3 000 €			7 000 €	5%	350 €	45%	3 150 €	45%	3 150 €	5%	350 €
17	Suivi passes-à-poissons	66 500 €				66 500 €		3 000 €		11 500 €		34 500 €		17 500 €
18	Animation de la maison de l'eau	58 039 €	40 536 €			17 503 €	45%	7 876 €	15%	2 625,50 €	15%	2 625,50 €	25%	4 376 €
21	Volume Gabas	63 499 €				63 499 €						48 521		14 978 €
22	Gestion de la prise d'eau de la Gespe (2023)	10 500 €				10 500 €							100%	10 500 €
23	Frais de stockage foncier	59 950 €				59 950 €		21 000 €		15 850 €				23 100 €
24	Suivi qualité des eaux	29 000 €	12 084 €		16 916 €	0 €	recettes d'affermage							
25	Plan de gestion du réservoir de la Barne	12 000 €				12 000 €	100%	12 000 €						
26	Etat des lieux DSP Gers	2 288 €				2 288 €	100%	2 288 €						
28	Accompagnement des EPCI-FP pour le classement, les travaux et la gestion des systèmes d'endiguement	16 103 €		13 886 €		2 217 €			100%	2 217 €				
32	Projet de Territoire Douze - Diagnostic agricole	10 000 €	7 480 €			2 520 €	21%	529 €	79%	1 991 €				
Sous-total charges de fonctionnement spécifiques		460 087 €	139 071 €	18 386 €	16 916 €	285 714 €		65 890 €		51 520 €		91 628 €		76 676 €
			37,9%											
p.m 2022						347 553 €	56 263 €		98 960 €		100 392 €		91 939 €	
p.m 2021						273 046 €	51 303 €		44 448 €		98 997 €		78 298 €	

Programme	Pour rappel reste à payer en 2023 sur fonctionnement programmes antérieurs	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
2020	Thèse GEMAPI communication	192,00 €	663,80 €	832,00 €	313,00 €
2021	AAP restauration des zones humides de la Midouze	18 000,00 €			
	Ouvrages de protection de Baudreix, Mirepeix et Bourdettes : Réalisation d'une note d'analyse juridique			1 200,00 €	
	Ouvrages de protection de Baudreix, Mirepeix et Bourdettes : Rédaction d'une convention "d'attente à intervenir" entre l'IA et la société DPL			4 365,60 €	
2022	Etude d'opportunité émergence gave de Pau		2 426,67 €	3 733,33 €	3 733,33 €
	Sage Midouze communication 2022	64,82 €	64,82 €	64,82 €	64,82 €
	Sage Adour amont communication 2022	95,57 €	95,47 €	95,47 €	95,47 €
	Sage Adour aval communication 2022	108,49 €	108,49 €	108,49 €	108,49 €
	SAGE Adour aval - Phase de mise en œuvre-Etude de caractérisation du réseau hydrographique (définition fossés / cours d'eau) au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist		11 500,00 €		
	Préfiguration d'un outil de gestion intégrée des nappes profondes (communication)	35,79 €	35,79 €	35,79 €	35,79 €
	Préfiguration d'un outil de gestion intégrée des nappes profondes (communication et analyse juridique)		862,61 €		
	Préfiguration d'un outil de GI des nappes - Evaluation de l'état quantitatif des nappes profondes basée sur les simulations du modèle GAIA	3 833,00 €	3 833,00 €	3 833,00 €	3 833,00 €
	Projet de territoire Midour - animateur agricole 2022	5 400,00 €	6 000,00 €		
	Projet de territoire Adour amont - Garant 2022	156,12 €		122,67 €	836,36 €
	Projet de territoire Adour amont - Communication 2022	34,52 €		27,12 €	184,92 €
	Relève des filets 2022	350,00 €	3 150,00 €	3 150,00 €	350,00 €
	Suivi des passes à poissons 2022		5 750,00 €		
	Animation de la maison de l'eau 2022	4 519,91 €	3 021,00 €	719,41 €	1 200,01 €
	PAPI Dax Animation 2022		8 606,90 €		
	PAPI gave d'Oloron - Année 1		5 069,00 €	3 595,94 €	
	PAPI Adour aval - Année 1		3 569,00 €	1 714,55 €	
	Dispositif MIRAPI réalisation de diagnostic de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation		117 000,00 €		
	Réservoir de Latrille mesure de réduction des risques		3 287,17 €		
	Rééquipement du dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité sur le réservoir de Latrille - Complément		39 000,00 €		
TOTAL reste à payer sur missions spécifiques restant à solder		32 790,22 €	214 043,72 €	23 598,19 €	10 755,19 €

Reste à réaliser sur programme 2017		Montant opération		Participation				Autofinancement		EPCI / Syndicat		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65			
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine	Région Occitanie					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024
34/2017	Travaux de rééquipement et d'aménagement du réservoir de Charros		20 000 €					100%	20 000 €			40%	8 000 €	4 000 €		60%	12 000 €	6 100 €									
42/2017	Etude groupée continuité écologique Arros	120 000 €		10 000 €	72 000 €		18 000 €	20%	20 000 €			100%	20 000 €	2 781 €													
sous total RAR programme 2017														6 781 €				6 100 €									
Programme 2019		Montant opération		Participation				Autofinancement		EPCI / Syndicat/ Région NA		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65			
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine	Région Occitanie					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024
36/2019	Projet de territoire Adour amont -Etudes - Actualisation du bilan besoins-ressources	120 000 €			84 000 €		12 000 €	20%	24 000 €			14%	3 360 €	459 €						11%	2 640 €	360 €		75%	18 000 €	2 436 €	
39/2019	Réalisation d'études relatives aux demandes d'autorisation de classement des systèmes d'endiguement (département des Landes)	97 500 €						100%	97 500 €	50%	48 750 €					50%	48 750 €	20 834 €									
sous total RAR programme 2019										48 750 €				459 €				20 834 €				360 €				2 436 €	
Programme 2020		Montant opération		Participation				Autofinancement		EPCI / Syndicat		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65			
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine	Région Occitanie					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024
36/2020 modifié par fiche 40/2022	Projet de territoire Midour : Suivi de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étage dans le bassin versant du Midour-Phase 1	156 452 €			91 264 €		15 645 €	31%	49 543 €			40%	19 817 €	6 019 €		60%	29 726 €	13 944 €									
32/2020	Réservoir de Tillac: travaux de modification du passage à gué en aval du bassin de restitution		10 000 €					100%	10 000 €			100%	10 000 €	10 000 €													
33/2020 modifiée DM1	Réservoir du Balaing: travaux de réparation de l'érosion du chenal du réservoir		30 000 €					100%	30 000 €							30%	9 000 €	9 000 €		70%	21 000 €	21 000 €					
38/2020	Actualisation du bilan besoins-ressources - Complément	15 000 €			8 750 €		3 000 €	21,7%	3 250 €			14%	455 €	455 €						11%	358 €	358 €		75%	2 437 €	2 437 €	
43/2020	Aménagements de la Maison de l'eau pour une mise aux normes et montée en gamme de l'accueil des publics - Niveau 1		154 200 €	74 016 €			38 550 €	27%	41 634 €			45%	18 735 €	9 368 €		15%	6 245 €	1 249 €		15%	6 245 €	3 123 €		25%	10 409 €	5 204 €	
43-1/2020	Aménagements de la Maison de l'eau pour une mise aux normes et montée en gamme de l'accueil des publics - Niveau 2		164 745 €	79 078 €			41 186 €	27%	44 481 €			100%	44 481 €	22 240 €	22 241 €												
46/2020	Projet de territoire Midour Mise en œuvre études stockages		18 000 €		12 600 €	900 €	900 €	20%	3 600 €			45%	1 620 €	1 620 €		55%	1 980 €	1 980 €									
50/2020	Travaux de réparation de seuils à la suite des crues de décembre 2019 (phase 1)		11 000 €	3 300 €		2 200 €		50%	5 500 €											100%	5 500 €	5 500 €					
sous total RAR programme 2020														49 702 €	22 241 €			26 173 €				29 981 €				7 641 €	

Programme 2021		Montant opération		Participation				Autofinancement		EPCI / Syndicat/ Région NA		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65							
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine	Région Occitanie					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024				
46/2020	Projet de territoire Midour Mise en œuvre études stockages		250 000 €	25 000 €	175 000 €			20%	50 000 €			45%	22 500 €	11 250 €		55%	27 500 €	13 750 €													
22/2021	Projet de territoire Douze : Concertation	127 860 €			74 585 €		6 137 €		47 138 €			21%	9 899 €	5 244 €		79%	37 239 €	19 727 €													
24/2021	Papi Dax action 1.2 : Recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations	36 000 €		28 800 €				20%	7 200 €	100%	7 200 €																				
26/2021	Papi Dax action 1.9 : Étude du devenir de l'ouvrage Maisonnave-RD10	90 000 €		69 000 €				23,4%	21 000 €	100%	11 980 €																				
28/2021	Préconisation du plan de gestion de JU BELLOC : Maintien de la population de cistude (phase2)	21 658 €		16 576 €				23,5%	5 082 €			45%	2 287 €	1 299 €		15%	762 €			15%	762 €	432 €		25%	1 271 €	722 €					
29/2021	Rééquipement du dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité sur le réservoir de Fargues		60 000 €					100%	60 000 €							100%	60 000 €	1 000 €													
30/2021	Mise en sécurité du réservoir de Miramont		120 000 €					100%	120 000 €							100%	120 000 €	28 020 €													
31/2021	Rééquipement du dispositif d'auscultation sur le réservoir de Tailluret		35 000 €					100%	35 000 €							100%	35 000 €	35 000 €													
délib Collège GDP du 30/11/2022	Opération d'aménagement sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gave de Pau et l'Ouzom Phase 2: restauration de la continuité écologique et du franchissement des embarcations		868 816 €	173 763 €	521 290 €			20%	173 763 €	50%	86 882 €								50%	86 882 €	84 680 €										
	Travaux de réparation des seuils		103 295 €	16 919 €				84%	86 376 €										100%	86 376 €											
39/2021	AAP économies et efficience de l'eau en agriculture- amélioration de la gestion des canaux de l'Adour et de l'Echez sur le bassin versant de l'Adour amont		18 333 €		12 833 €			30%	5 500 €			33%	1 833 €	1 833 €									67%	3 667 €	3 667 €						
40/2021	AAP économies et efficience de l'eau en agriculture - mises en place de compteurs sur le Bassin versant du Bahus (40) et du Midour (32, 40)		108 574 €		76 002 €			30%	32 572 €			60%	19 668 €	9 834 €	9 834 €	40%	12 904 €	6 452 €	6 452 €												
sous total RAR programme 2021														29 460 €	9 834 €				103 949 €	6 452 €			85 112 €				4 389 €				
N° de fiche	Programme 2022	Montant prestations		Participation				Autofinancement		EPCI / Syndicat/ Région NA		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65							
		TTC	HT	Etat / Autres	AEAG	Nouvelle Aquitaine	Région Occitanie					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Crédits paiements 2024				
34/2022	Travaux sur le dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité sur le réservoir de Fargues complément		60 000 €					100%	60 000 €							100%	60 000 €	42 647 €													
35/2022	Etudes hydraulique et hydrologique sur le réservoir de Renung	9 600 €						100%	9 600 €							100%	9 600 €	4 800 €													
37/2022	Pré stockage foncier (PT Midour)		35 000 €					100%	35 000 €			45%	15 750 €	15 750 €		55%	19 250 €	19 250 €													
38/2022	PTGE Midour phase de mise en oeuvre : REUSE station de Conte à Mont de Marsan 1ère phase etude et maîtrise d'œuvre		213 334 €		170 667 €			20%	42 667 €							100%	42 667 €	12 667 €													
39/2022	PTGE Midour phase de mise en œuvre: Etude complémentaire volumes/usages/période	20 832 €			12 152 €			41%	8 680 €			45%	3 906 €	1 953 €		55%	4 774 €	2 387 €													
40/2022	Projet de territoire Midour : Suivi de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étage dans le bassin versant du Midour-Phase 2 A	117 564 €			68 701 €		11 756 €	31%	37 107 €			40%	14 843 €	2 573 €		60%	22 264 €	18 403 €													
40/2022	Projet de territoire Midour : Suivi de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étage dans le bassin versant du Midour-Phase 2 B	60 000 €			35 000 €		6 000 €	32%	19 000 €			40%	7 600 €		7 600 €	60%	11 400 €	11 400 €													
41/2022	Acquisitions foncières sur le périmètre de l'espace de mobilité de l'Adour Landais		125 000 €		100 000 €			20%	25 000 €							100%	25 000 €	5 000 €	5 000 €												
42ter/2022	Travaux de confortement de l'ouvrage de protection contre les inondations "Penich-Laburthe" sis sur la communauté de communes du Pays Grenadois	964 800 €		21 760 €		58 000 €		92%	885 040 €	73%	643 840 €					27%	241 200 €	241 200 €													
43/2022	Travaux de rééquipement du réservoir de Renung		120 000 €					100%	120 000 €							100%	120 000 €	90 000 €													
délib Collège GDP du 30/11/2022	Opération d'aménagement sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gave de Pau et l'Ouzom Phase 3 (MOE)		115 000 €	23 000 €	69 000 €			20%	23 000 €	10%	11 500 €								10%	11 500 €	11 500 €										
46/2022	Travaux réservoir du Lac Bleu		6 700 €					100%	6 700 €			33%	2 234 €	2 234 €										67%	4 466 €	4 466 €					
47/2022	Travaux gravière de Vic		6 250 €					100%	6 250 €			33%	2 084 €	2 084 €										67%	4 166 €	4 166 €					
30 bis /2021	Mise en sécurité du réservoir de Miramont - Complément		50 000 €					100%	50 000 €							100%	50 000 €	50 000 €													
sous total RAR programme 2022											655 340 €		46 417 €	24 594 €	7 600 €		606 155 €	486 354 €	16 400 €		11 500 €	11 500 €			8 632 €	8 632 €					
														CD 32	2 023 €	2 024 €			CD 40	2 023 €	2 024 €			CD 64	2 023 €	2 024 €			CD 65	2 023 €	2 024 €
														Total DOB RAR	110 996 €	39 675 €			Total DOB	643 411 €	16 400 €			Total DOB	126 953 €				Total DOB	23 098 €	

Agriculture 342 780 €  
Environnement 300 630 €

Programme 2023 relevant de nouvelles fiches programmes (hors AP/CP)		Montant opération		TVA	Participation				Autofinancement		EPCI / Syndicat/ Région NA		Conseil Départemental 32			Conseil Départemental 40			Conseil Départemental 64			Conseil Départemental 65		
		TTC	HT		Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine	Région Occitanie					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023
	Capital	33 334 €							100%	33 334 €			100%	33 334 €	33 334 €									
29	Etude hydraulique et hydrologique sur le réservoir d'Arthez		10 000 €	2 000 €					100%	10 000 €						100%	10 000 €	10 000 €						
30	Investigations géotechniques et révision de l'étude de stabilité du réservoir d'Ayguelongue		25 000 €	5 000 €					100%	25 000 €						21,5%	5 375 €	5 375 €	78,5%	19 625 €	19 625 €			
31	Elaboration d'une nouvelle DIG pour la gestion globale de l'adour amont	71 000 €				31 583 €			55%	39 417 €			50%	19 709 €	19 709 €							50%	19 709 €	19 709 €
32	Projet de territoire Douze Diagnostic socio-économique	30 000 €				17 500 €		1 440 €	37%	11 060 €			21%	2 323 €	2 323 €	79%	8 737 €	8 737 €						
33	Projet de territoire Douze Bilan besoins - ressources	102 000 €				59 500 €		4 848 €	37%	37 652 €			21%	7 907 €	7 907 €	79%	29 745 €	29 745 €						
34	Travaux de réparation de la digue du Cout à Sorde-l'abbaye		80 000 €	16 000 €	2 000 €				97%	78 000 €	50%	39 000 €				50%	39 000 €	39 000 €						
Total programme 2023		374 334 €			2 000 €	108 583 €	0 €	6 288 €		234 463 €		39 000 €		63 273 €	63 273 €		92 857 €	92 857 €		19 625 €	19 625 €		19 709 €	19 709 €
													CD 32		2023	CD 40		2023	CD 64		2023	CD 65		2023
													Total DOB		63 273 €	Total DOB		92 857 €	Total DOB		19 625 €	Total DOB		19 709 €

Agriculture 53 857 €  
Environnement 39 000 €

Programmes gérés en AP/CP		Montant opération		TVA	Participation				Autofinancement		EPCI / Syndicat/ Région NA		Conseil Départemental 32			Conseil Départemental 40			Conseil Départemental 64			Conseil Départemental 65							
		TTC	HT		Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine	Région Occitanie					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2023					
délib Collège GDP du 30/11/2022 - AP 1123	Opération d'aménagement sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gave de Pau et l'Ouzom Phase 3 (travaux)		1 150 000 €	230 000 €	230 000 €	690 000 €			20%	230 000 €	50%	115 000 €							50%	115 000 €	115 000 €								
	Phase 3 réparation seuils		160 000 €	32 000 €	22 559 €				86%	137 441 €							100%	137 441 €	137 441 €										
38/2022 - AP 11722	PTGE Midour phase de mise en oeuvre : REUSE station de Conte à Mont de Marsan 1ère phase etude et maîtrise d'œuvre (complément hauteur fiche)		236 666 €	47 334 €		189 333 €			20%	47 333 €						100%	47 333 €	47 333 €											
38/2022 (ajustement CP) - AP 11722	PTGE Midour phase de mise en oeuvre : REUSE station de Conte à Mont de Marsan 1ère phase etude et maîtrise d'œuvre		150 000 €	30 000 €		120 000 €			20%	30 000 €						100%	30 000 €	30 000 €											
délib Collège GDP du 30/11/2022 - AP 1124	Opération d'aménagement sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gave de Pau et l'Ouzom Phase 4 (MOE)		110 000 €	22 000 €	22 000 €	66 000 €			20%	22 000 €	50%	11 000 €							50%	11 000 €	11 000 €								
ajustement - AP 4522	Travaux sur le réservoir du Louet: confortement du parement amont et étanchéité de la galerie	pm DM 2022	600 000 €	120 000 €		3 200 000 €			51%	3 300 000 €			14%	462 000 €	186 244 €			77 333 €	77 333 €		20%	660 000 €	391 200 €	66%	2 178 000 €	1 925 321 €			
			5 900 000 €	1 180 000 €																									
Total AP/CP 2023 (en € HT)		7 706 666 €		1 541 334 €	274 559 €	4 265 333 €	0 €	0 €		3 766 774 €		126 000 €			462 000 €	186 244 €		77 333 €	77 333 €		923 441 €	654 641 €		2 178 000 €	1 925 321 €				
Total AP/CP 2023 (en € TTC)		9 248 000 €																											
														CD 32		2023		CD 40		2023		CD 64		2023		CD 65		2023	
														Total DOB		186 244 €		Total DOB		77 333 €		Total DOB		654 641 €		Total DOB		1 925 321 €	

Agriculture 77 333 €

	CD 32	2023	CD 40	2023	CD 64	2023	CD 65	2023
Programme 2023 hors AP/CP		63 273 €		92 857 €		19 625 €		19 709 €
Programmes gérés en AP/CP		186 244 €		77 333 €		654 641 €		1 925 321 €
	Total DOB	249 517 €	Total DOB	170 190 €	Total DOB	674 266 €	Total DOB	1 945 030 €